

Le pouvoir aux travailleurs

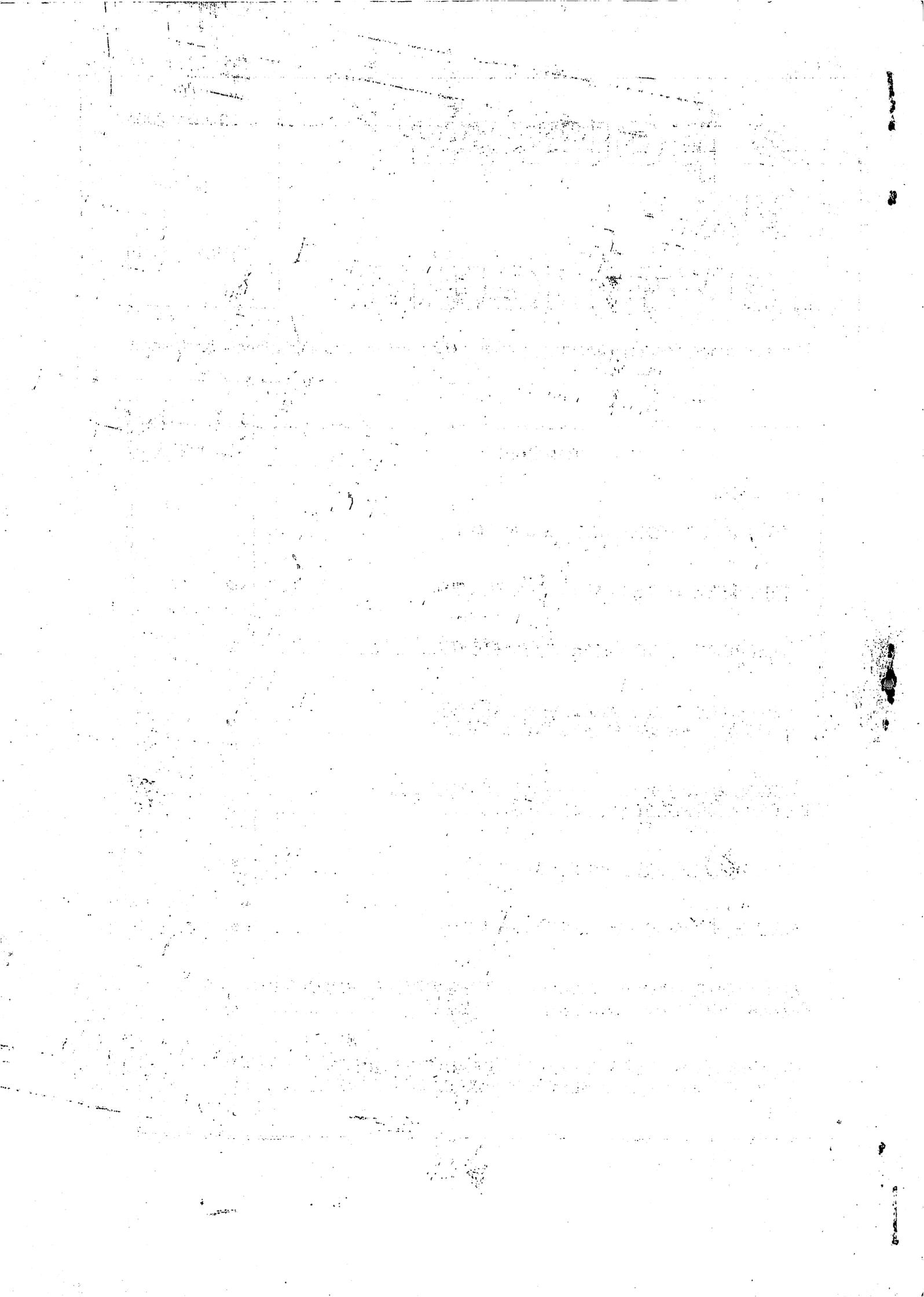
03 juillet 2005

N° 116

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- PRÉTORIA 2 : TOUJOURS DU CINÉMA !	
- FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES	2
- NON AUX PROPAGANDES ETHNISTES!	2
- LES PLUIES DILUVIENNES NE SONT PAS LES VRAIS RESPONSABLES DES DRAMES	3 - 4
- ACCROISSEMENT DE LA PAUVRETÉ D'UN CÔTÉ ET DE LA RICHESSE DE L'AUTRE !	5
- C'EST ÇA AUSSI LA DICTATURE!	6
- GRÈVE DES WÔRÔ-WÔRÔ A YOPOUGON	6
- AUTOROUTE ABOBO-ADJAME: UN TRÈS GRAVE ACCIDENT PAR LA FAUTE DES POLICIERS.	7
- CE N'EST PAS LA DETTE DES PAYS PAUVRES QUI EST RESPONSABLE DE LA MISÈRE, MAIS LE CAPITALISME	8 - 9



PRÉTORIA 2 : TOUJOURS DU CINÉMA !

Les protagonistes de la crise ivoirienne se sont de nouveau retrouvés en Afrique du Sud le 28 et 29 juin dernier, pour soi disant "un règlement définitif de la crise". C'était le 6ème sommet du genre depuis le début de la guerre. Les accords politiques qu'ils signent, une fois au pays, ne semblent plus être une préoccupation pour eux. Chacun dit que c'est à l'autre de commencer. D'un côté ils font semblant de négocier et de l'autre ils continuent à s'armer et à semer la haine entre les populations.

Ainsi, s'agissant des tristes événements de Duékoué, pourquoi Gbagbo a-t-il donc limogé le porte parole de son armée qui a osé dire la vérité en affirmant qu'il faut chercher l'origine du conflit dans les problèmes fonciers? Parce que, justement, il estimait que c'était politiquement plus payant d'accuser les Soro Guillaume d'être à l'origine des massacres de pauvres villageois, pour ainsi attiser les haines. De plus, si Gbagbo et les siens étaient sincèrement engagés dans la voie d'un règlement pacifique du conflit, ils ne continueraient pas à acheter des armes de guerre comme ils le font. C'est qu'ils trouvent plus d'intérêt à continuer à régner dans cette atmosphère délétère que d'aller vers d'hypothétiques élections qu'ils ne sont pas sûrs de remporter.

Du côté des partisans de Soro il en est de même. Ils s'enrichissent en contrôlant une partie du pays. Qu'aurait ils donc à gagner, en renonçant à cette source de richesses?

A côté des intérêts individuels des leaders politiques ivoiriens, il y a ceux, sur le terrain, qui détiennent réellement les armes et qui en tirent aussi des avantages en rackettant et en trafiquant; qu'il s'agisse des corps habillés ou des miliciens armés de part et d'autre. Non, aucun d'entre eux n'a intérêt à ce que les choses s'arrangent.

Quant à la bourgeoisie, qu'elle soit locale, française ou américaine, finalement elle continue à faire des bonnes affaires: le café, le cacao, l'hévéa, continuent de sortir du pays et les entreprises dans les zones industrielles se sont adaptées. Oh, les affaires ne vont peut être pas aussi bien pour tous, comme elles pourraient l'être dans une situation de paix. Mais les bourgeois n'ont pas trop à se plaindre et les puissances impérialistes continuent à trouver tant bien que mal leur compte et ne semblent en tous cas pas pressés de payer la note que Thabo Mbeki leur présente.

Même si les élections présidentielles se tiennent au 30 octobre de cette année, comme ils l'ont tous dit, ce qui est loin d'être le cas, aucun problème ne sera réglé pour les populations pauvres tant qu'ils feront confiance à tous ces leaders politique de la bourgeoisie, qu'ils s'appellent Gbagbo, Bédié, Ouattara ou autres. Parce que le vrai problème des travailleurs, c'est la misère dans laquelle ils vivent, auquel s'est greffé la division ethnique et la xénophobie. Or, les dirigeants des partis politiques ne sont là ni pour résoudre la misère, ni pour régler le problème ethnique et la xénophobie qu'ils ont fabriqués de toute pièce.

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES.

L'un des points du deuxième round de la négociation de Prétoria est la question du financement des partis politiques. Comme par hasard, sur ce point il n'y a pas eu de désaccord entre les partis en conflit. Ils se sont mis d'accord comme des larrons en foire. D'ailleurs ils l'étaient depuis très longtemps sauf le RDR qui auparavant était écarté de ce financement parce que n'ayant pas d'élus au parlement comme le stipulait le premier projet. Maintenant c'est fait pour le RDR, tout au moins sur le papier. Le projet a été élargi aux "élus municipaux". A partir de la mi-juillet, ce point doit prendre effet. Ainsi, malgré les multiples problèmes que traversent le pays, ces messieurs se sont entendus pour piller les caisses de l'Etat par le biais du financement de leur parti politique. L'argent du contribuable ira une fois de plus engraisser les dirigeants politiques via

leur parti.

Pendant ce temps, le pays qui souffre de plusieurs maux par manque, disent-ils, de moyens financiers s'enfonce dans la misère, dans le chaos. Les rues sont bondées de saletés ou jonchées de nids de poules, les caniveaux bouchés partout, le transport en commun quasi inexistant, les hôpitaux sont des mouiroirs etc. Alors que toutes ces structures d'Etat ont besoin d'une réhabilitation immédiate, personne n'en parle.

Côté emploi, c'est la catastrophe. Le nombre des travailleurs mis au chômage ne cesse de s'allonger avec de nouvelles entreprises comme Filtisac qui annonce des licenciements massifs.

Mais au lieu de se pencher sur le sort de la population pendant cette période de crise, ces dirigeants, toutes tendances confondues, n'ont de soucis que pour leurs poches.

NON AUX PROPAGANDES ETHNISTES!

On se souvient de l'horreur de Duékoué où il y a eu des dizaines de morts causés par des conflits fonciers et ethniques. Cette fois-ci, c'est à Danguira, une sous-préfecture d'Alépé, que des populations issues d'autres régions du pays ont été chassées. Même s'il n'y pas de morts annoncés, leurs habitations ont été incendiées.

L'affaire a débuté lorsque des jeunes ressortissants du village de Danguira ont voulu faire un recensement de tous ceux qui n'étaient pas des natifs du village. En qualité de quoi? Il n'y a pas besoin d'être intelligent pour comprendre l'objet visé par un tel recensement. Il était de chasser des populations des campements venant

d'autres régions. Les populations concernées l'ont donc refusé. Il n'en fallait pas plus pour que ces jeunes énergumènes les chassent et brûlent leurs campements.

De plus en plus, les conflits fonciers deviennent une réelle plaie. Cette situation s'étend et fréquemment on entend parler de nouveaux foyers de tension tels qu'à Agboville et à Bouaflé.

La démagogie des politiciens réactive les tensions et chaque jour nous rapproche de la guerre inter ethnique. Voilà pourquoi il serait illusoire de croire qu'une quelconque solution à ce problème pourra venir de ces mêmes politiciens.

LES PLUIES DILUVIENNES NE SONT PAS LES VRAIS RESPONSABLES DES DRAMES

Les pluies diluviennes du 25 juin dernier ont fait plus de 7 morts à d'Abidjan dont 6 à Attécoubé dans une seule famille. Ce drame s'est produit dans l'un des bidonvilles de la commune de cette commune. Chaque année, pendant la saison des pluies, l'éboulement de terrain y fait des morts pour la simple raison que ce quartier est situé dans des ravins et les maisons sont construites dans les creux des collines. Et une fois que la pluie tombe abondamment, la terre se ramollit et des pans entiers de colline s'écroulent. C'est ainsi que sous les pluies diluviennes du samedi 25 juin, la famille d'un pauvre travailleur a perdu 6 de ses membres, tous des enfants.

Dans ces bidonvilles à haut risque que les autorités appellent les "quartiers précaires", ce sont les travailleurs en situation de précarité avancée, des chômeurs, des débrouillards qui y habitent, faute de moyens.

Les autorités de ce pays savent les dangers que courent ces habitants à chaque nouvelle saison des pluies. Elles attendent toujours que se produise une catastrophe comme celle-ci pour se dépêcher sur les lieux et verser des larmes de crocodile suivies de vagues promesses.

Ce n'est pas le premier cas de décès depuis le début de la saison des pluies de cette année. On a enregistré déjà la mort de deux enfants à Adjamé, dans le sous-quartier de Williamsville, où après une tornade, la maison s'est écroulée. Il y a aussi le cas d'une dame qui, en début du mois de mai, fut emportée par les eaux de ruissellement d'un caniveau à ciel ouvert dans le sous-

quartier d'Abobo derrière-les-rails. D'autres cas similaires se produisent régulièrement dans les bas quartiers d'Abidjan sans que la presse n'en parle ou souvent quand elle en parle, c'est sous forme de "faits divers" pour vendre du papier tout en minimisant ou diluant la responsabilité de l'Etat. Souvent, ces journaux tout comme des hommes politiques, accusent les familles pauvres des quartiers populaires, d'être responsables de leur sort comme si leur situation de précarité ou de chômage était de leur plein gré. Qui pourrait préférer ce bidonville insalubre par rapport aux villas luxueuses de Cocody? S'ils y habitent, c'est parce qu'ils sont contraints par la misère. Ce n'est pas seulement les habitations, il y a aussi la nourriture, la santé, la scolarisation des enfants, les moyens de déplacement qui sont devenus aujourd'hui une catastrophe pour les gens démunis.

Mais on peut bien éviter ou prévenir de tels drames. Il faut par exemple une politique de grande envergure de l'habitat pour tous. Dans les années 1970 il existait des sociétés d'Etat comme la SICOI ou la SOGEFIA qui construisaient des logements à moindre coût sur des terrains viabilisés d'avance. Cette politique avait permis à une frange de la population, surtout les petits fonctionnaires, d'avoir un logement au bout de 10 ans de location. Mais depuis la fin des années 70, aucune politique de logement pour les gens pauvres, n'a été entreprise. Pourtant les moyens existent tout comme la main d'œuvre nécessaire. Si les différents gouvernements avaient une politique sociale, ils sauraient où trouver de l'argent. Il y a dans ce pays des gens

riches, très riches qui gaspillent les richesses dans le luxe. Il y a aussi des sociétés qui font des profits énormes en exploitant les travailleurs; et ces sommes sont directement placées dans les coffres forts des banques occidentales.

Et c'est pendant que ces riches gaspillent, que ces sociétés expédient des fonds et que les autorités se remplissent les poches au passage, que la population pauvre comme l'ensemble des travailleurs s'enfoncent dans la misère.

Parfois, pour fuir leur responsabilité, les autorités imputent cette situation à l'avènement de la guerre. Mais même si cette crise y est pour quelque chose, elle n'est pas la seule cause de la paupérisation. Bien avant la guerre, la population avait déjà du mal à se nourrir, à se loger convenablement, à scolariser les enfants et surtout à se soigner. C'est la faillite de l'Etat, et au plus haut niveau du système capitaliste qui est la réelle cause de tous ces drames.

LE DÉPUTÉ D'ATTECOUBÉ SE MOQUE DES GENS !

Suite au drame d'Attecoubé, le député de cette commune, comme tous les politiciens de son espèce, fanfaronne en faisant semblant de compatir dans Frat-Mat.

Il déclare: "comment avons nous laissé des familles s'installer aussi dangereusement dans la précarité sans voir venir le danger?" Et pour couronner le tout de dire que "le sommeil des élus locaux est troublé face à cette précarité". Comme on le constate, ce député ne se sent nullement pas responsable de cette tragédie mais réagit comme s'il découvrait aujourd'hui

l'existence de ce bidonville. Comment ne pas vivre dans un bidonville lorsque, ouvrier tu perçois un salaire de misère avec une famille sous les bras? Comment ne pas vivre dans un taudis lorsque tu vis de petits boulots ou alors quand tu as perdu ton emploi? Des milliers de familles vivent dans la précarité sans nom depuis plusieurs années. Cela se passe sous le nez des bourgeois et des autorités, à proximité des leurs habitations luxueuses sans que cela perturbe leur sommeil. Pendant que les petites gens croupissent dans la misère, eux ne cessent d'agrandir leurs richesses.

ACCROISSEMENT DE LA PAUVRETÉ D'UN CÔTÉ
ET DE LA RICHESSE DE L'AUTRE

La banque mondiale vient de publier un rapport sur l'état de l'économie mondiale. Le constat pour l'Afrique est amer. Le nombre de pauvres a doublé, passant de 164 millions à 314 millions de 1981 à 2002. C'est sûr que ce chiffre s'est encore accru de plusieurs millions depuis cette date avec l'actualité que nous connaissons de l'Afrique. La population africaine se chiffre aujourd'hui à près de 800 millions d'habitants. Le nombre de pauvres ne cesse d'augmenter. En 2002 il y avait déjà 320 millions d'Africains vivant avec moins d'un dollar par jour, c'est-à-dire moins de 500 F Cfa.

Mais le rapport de cette banque au service de la classe riche ne dit pas que même ceux qui ont un travail dans les villes comme dans les campagnes vivent dans une misère de plus en plus grave et permettent ainsi à la bourgeoisie de vivre dans une richesse de plus en plus insolente.

C'est, en effet, en dépouillant les plus pauvres que les riches accroissent leurs richesses. On peut le remarquer pendant les périodes difficiles que vit la Côte d'Ivoire. Les entreprises en profitent pour réduire le nombre d'employés et les salaires. Pour ceux

qui continuent de travailler, l'exploitation devient plus féroce. Et c'est ainsi à l'échelle du continent. L'appauvrissement général n'empêche pas la bonne marche des affaires de la bourgeoisie.

Comme solution, les Messieurs de la banque mondiale proposent la "bonne gouvernance". On serait presque tenté d'en rire, si on n'était certain de leur mauvaise foi. Pour combattre efficacement la pauvreté, il faut s'en prendre aux bases même de la société capitaliste. Il faudrait une nouvelle orientation de la société vers la satisfaction des besoins des populations, plutôt que de satisfaire la boulimie d'une poignée d'individus qui tiennent l'économie mondiale. Ça, c'est un programme socialiste. Et il ne peut être ni l'oeuvre de la banque mondiale, ni l'oeuvre des bourgeois et de leurs politiciens. Seule la classe ouvrière est capable d'apporter un tel changement total et radical. Pour cela, la classe ouvrière doit s'organiser politiquement en tant que classe sociale opprimée et engager le combat pour prendre le pouvoir politique et le contrôle de l'économie. "L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes", écrivait Karl Marx!

L E U R S O C I E T E

C'est ça aussi la dictature!

Depuis le 24 juin dernier, les "forces de l'ordre" ont emprisonné près d'une cinquantaine de chauffeurs de Gbakas et de Wôrô-Wôrô et mis leurs véhicules en fourrière à Abidjan. Quelques-uns ont été ensuite relâchés mais une trentaine seraient toujours portée disparus. On apprend aussi que dans les villes de l'intérieur comme Yamoussokro et Daloa, il y a aussi une

dizaine de chauffeurs qui ont été arrêtés. Ils seraient coupables d'avoir collé la photo de Che Guevara sur leurs véhicules. Depuis quelques temps d'ailleurs, arborer le portrait de Guevara est un phénomène de mode. Mais voilà que les autorités disent que cette photo est un signe de ralliement à Soro Guillaume. Décidément tous les prétextes sont bons pour racketter!

GRÈVE DES WÔRÔ-WÔRÔ A YOPOUGON

Cette semaine, les chauffeurs de wôrô-wôrô de Yopougon ont observé une journée de grève. C'est pour s'opposer au paiement d'une taxe de 700 francs que voudrait leur imposer la Mairie de cette commune. En effet, cette dernière aurait en collaboration avec le "syndicat des transporteurs de marchandises et de voyageurs" de Kassoum Coulibaly, décidé d'instituer cette taxe unique sensée remplacer le racket qu'ils subissent sur le terrain par les hommes de main des syndicats. Une telle "taxe" irait à coup sûr dans les poches des dirigeants du syndicat-mafia et des dirigeants de la mairie. Mais ce calcul n'a pas pris en compte les petits "syndicalistes". Or, ce sont ceux-là qui rackettent sur le terrain et qui en tirent aussi leur pitance quotidienne. Accepteront-ils cette nouvelle "taxe" qui

passé sous leur nez, quand on sait qu'ils n'hésitent pas à employer la force contre les chauffeurs récalcitrants? Les chauffeurs ont réalisé qu'ils allaient être le dindon de la farce. En effet, il y a à peine un mois, sous prétexte de "lutte" contre les nombreux rackets des "forces de l'ordre", les "syndicats des transporteurs", en accord, cette fois-là, avec les hautes autorités des corps habillés, avait institué un montant unique journalier, légalisant ainsi le racket. Sauf que cela n'a pas empêché le racket policier sur le terrain. Il suffit d'en juger par la multiplication du nombre de barrages sur les routes.

Les chauffeurs ont donc compris cette nouvelle arnaque et se sont mis en grève pour refuser de se faire doublement racketter.

**AUTOROUTE ABOBO-ADJAME:
UN TRÈS GRAVE ACCIDENT PAR LA FAUTE DES POLICIERS.**

Le 29 juin, un accident grave s'est produit sur la voie express entre la commune d'Adjamé et celle d'Abobo, faisant plusieurs blessés dont une femme grièvement atteinte.

C'est aux environs de 5 heures du matin qu'un "Gbaka", en provenance d'Adjamé, avec des passagers à bord, s'est renversé. À l'origine de l'accident, il y a la responsabilité des agents de la police. En effet, la camionnette a fait plusieurs tonneaux après avoir rebondi sur un pneu que les policiers avaient utilisé comme barrage lors de leurs rackets. Une fois leur forfait accompli, ils ont abandonné ce pneu au milieu de la voie, dans un virage après l'usine Filtisac, en venant d'Adjamé. Et à cette heure où il ne fait pas totalement jour, le chauffeur du mini-car ne s'est pas vite rendu compte de la présence de ce pneu.

Le chauffeur a eu la peau de sa hanche droite arrachée ainsi que deux doigts brisés. L'apprenti s'en est tiré avec une mâchoire brisée. Quant à la

dame grièvement blessée, sa vie est en danger, surtout quand on sait que dans les CHU, si tu n'as pas suffisamment d'argent, tu n'es qu'un simple cadavre en sursis pour les jours que tu y passes.

Mais ce qui est écoeurant dans cette histoire, c'est le comportement des agents de constat. Ces derniers, une fois arrivés sur les lieux, ont refoulé les passants qui voulaient savoir l'identité des blessés afin d'avertir leur famille si possible. Mais ils n'ont pas fait ce geste là, dans le but de la sécurité des blessés, bien au contraire. Ils sont réputés et reconnus comme des gens sans scrupule qui dépouillent les accidentés de leurs biens. Et pour accomplir une telle besogne, ils empêchent les gens de s'approcher d'eux.

Au lieu d'être des agents de l'ordre apportant secours à des personnes en danger, ils sont aujourd'hui une menace totale. En plus d'être des agents de "désordres" ils sont devenus pire que des bandits.

**CE N'EST PAS LA DETTE DES PAYS PAUVRES
QUI EST RESPONSABLE DE LA MISÈRE MAIS LE CAPITALISME**

A la suite de leur réunion qui s'est tenue le 11 juin dernier, les ministres des Finances des 7 pays les plus industrialisés ont annoncé qu'ils allaient annuler 40 milliards de dettes de 18 pays parmi les plus pauvres de la planète, dont 14 du continent africain. Officiellement ce sont les chefs d'Etats du G8 (Les 7 Etats les plus industrialisés plus la Russie) qui rendront officielle cette décision lors de leur sommet du 6 au 8 juillet.

Les 14 pays africains concernés sont le Bénin, le Burkina Faso, l'Ethiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zambie. Les quatre autres pays sont la Bolivie, la Guyane, le Honduras et le Nicaragua.

Cette annonce a été faite avec un grand tapage médiatique comme s'il s'agissait d'un énorme cadeau que les dirigeants des pays les plus industrialisés faisaient à l'égard des peuples subissant la misère. Le secrétaire américain au Trésor, relayé par les ministres de Finances anglais et français a parlé de "résultat de portée historique" tandis que pour leur homologue zambien il ne s'agit pas moins d'un "conte de fées". Les commentateurs de la presse et des plateaux de télévision, en Afrique comme ailleurs, n'ont pas été du reste. Certains ont trouvé ce geste "révolutionnaire", d'autres, "salutaire". Un journal africain a écrit qu'il s'agissait d' "un état de grâce économique pour l'Afrique".

Ces 40 milliards de dollars de dette annulée ne représentent en réalité qu'une infime partie de la totalité des 2 550 milliards de dollars des dettes

contractées par les pays les plus pauvres dont 450 milliards aux organismes internationaux tels que le FMI, la Banque Mondiale ou la Banque Africaine de Développement (BAD), 500 milliards à d'autres Etats et surtout 1600 milliards à des banques privées. La dette annulée ne concerne que les organismes internationaux. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le FMI ou la Banque Mondiale font ces genres d'accords de renégociation ou d'allègement des dettes des pays les plus étranglés. Cela s'accompagne souvent par des mesures dites "d'ajustements structurels" imposées aux pays pauvres et qui ont comme conséquences: la diminutions du nombre de fonctionnaires, le blocage des salaires dans la fonction publique, la réduction des budgets consacrés à l'éducation ou à la santé, etc. Ce qui se traduit par plus de misère, plus de mortalité dans la population. Quant aux dettes auprès des banques privées, il n'a jamais été question de les annuler, même en partie.

Les prêts accordés aux pays pauvres sont souvent présentés comme des "aides" en faveur des populations déshéritées. C'est en réalité une bonne affaire pour les prêteurs. C'est ainsi qu'un pays qui a emprunté un dollar en 1980 en a remboursé à ce jour huit et en doit encore quatre. Les prêts accordés par les Etats riches sont aussi une manière de donner de l'argent à leur propre bourgeoisie car ils sont souvent accompagnés d'une clause obligeant les pays endettés à se fournir en marchandises ou en service auprès d'un fournisseur recommandé par le pays prêteur. C'est ainsi que, par exemple, d'après Action Aid, 89 % de l'aide au

développement consentie par la France retourne dans les caisses des industriels français. On se souvient des tristement célèbres "éléphants blancs", nom donné à des projets complètement farfelus ou fictifs qui consistaient par exemple à construire des complexes sucriers en Côte d'Ivoire avec une capacité de production de sucre sans rapport avec la quantité de canne à sucre plantée dans le pays. Il en est de même avec la construction de barrages alors qu'on savait pertinemment que l'apport d'eau était insuffisant par rapport à la capacité de ces barrages. C'est de cette manière que Bédié et bien d'autres se sont enrichis en empochant des bakchich et en détournant des fonds énormes. La basilique de Yamoussoukro fait aussi partie de ces dépenses somptuaires dont il faut rembourser les dépenses. Officiellement elle a été construite avec les "fonds personnels" d'Houphouët Boigny mais personne n'ignore que ce dictateur ne faisait aucune différence entre sa fortune et les caisses de l'Etat. Tant que le café et le cacao se vendaient à un prix relativement élevé sur le marché mondial l'étranglement de l'Etat ivoirien était moins visible et ses contrecoups sur le sort de la population moins criants. Mais depuis la crise des années 1980 les populations payent de plein fouet les conséquences du

remboursement de ces dettes, qui ne leur ont jamais profité.

Globalement les pays pauvres ont versé l'an dernier 395 milliards de dollars de plus que ce qu'ils en ont reçu. C'est dire que leur fameuse "aide au développement" c'est tout simplement du vol. Et ce n'est pas l'annulation de ces 40 milliards de dettes qui changera quelque chose au sort des populations déshéritées. C'est une petite aumône à côté des énormes profits que se font les grands trusts dans le pillage des richesses du Tiers monde et dans l'exploitation de la main d'oeuvre bon marché de ces pays.

Il est à la mode dans le milieu de la petite bourgeoisie, notamment africaine, de faire croire que si l'Afrique ne se développe pas c'est à cause de ses dettes et que si les pays riches annulaient ces dettes l'argent irait à la population, pour son bien être. Bien sûr, l'annulation de ces dettes serait la moindre des choses. Mais ce qui étrangle l'Afrique comme l'ensemble des pays pauvres c'est le capitalisme. C'est lui qui sème la misère jusqu'y compris au coeur des métropoles impérialistes. C'est contre ce système barbare qu'il faut se battre pour mettre fin à la misère et aux injustices sociales.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les *moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre*
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.